

Motion des représentant-es d'enseignement et d'éducation du collège Henri Barbusse concernant la mobilisation pour défendre l'École publique

Les représentant-es des personnels d'enseignement et d'éducation souhaitent informer les membres du Conseil d'Administration du collège Henri Barbusse des difficultés croissantes que traverse l'Éducation nationale. Les décisions récentes du gouvernement auront un impact direct sur l'École publique et, par conséquent, sur nos élèves. Ces mesures, appliquées à l'échelle nationale, toucheront particulièrement notre département de la Seine-Saint-Denis, déjà fortement affecté par les inégalités sociales.

Parmi ces décisions, le gouvernement prévoit d'augmenter le ticket modérateur sur les consultations médicales de 30 % à 40 %. Concrètement, cela signifie que vous devrez payer davantage de votre poche lorsque vous consultez un médecin, car les mutuelles répercuteront cette hausse sur leurs tarifs. Cette mesure rendra l'accès aux soins encore plus difficile pour les familles déjà fragilisées par l'inflation. À titre de rappel, notre collège ne dispose toujours pas d'infirmier-ère, ce qui constitue un problème majeur d'accès aux soins pour les élèves.

De plus, le gouvernement veut imposer trois jours de carence et réduire à 90 % le salaire en cas d'arrêt maladie des agent-es publics. Si un-e professeur-e ou un-e agent-e est malade, iel perdra trois jours de salaire et touchera moins d'argent pendant son arrêt. Ces mesures pénalisent encore davantage des personnels déjà confrontés à des conditions de travail difficiles.

Par ailleurs, 4 000 suppressions de postes sont prévues dans l'Éducation nationale pour 2025. Cela risque de surcharger encore davantage des classes déjà pleines, notamment en éducation prioritaire où les effectifs atteignent souvent 24 élèves par classe. Cette situation rendra plus compliqué l'accompagnement des élèves, en particulier ceux et celles qui ont besoin d'une attention particulière (élèves DYS, UPE2A et ULIS).

Enfin, les salaires des personnels de l'Éducation nationale sont gelés depuis plusieurs années. Les professeurs et agent-es n'ont pas vu leurs revenus augmenter, alors que les prix ne cessent de grimper. Cela décourage de nombreux jeunes de travailler dans la fonction publique ce qui aggrave le manque de personnels.

Pourquoi ces mesures sont-elles graves ?

Ces décisions rendent le travail des enseignant-es et des agente-s encore plus difficile et dégradent la qualité de l'École publique. Elles impactent directement les élèves, surtout dans des quartiers comme le nôtre, où les moyens sont déjà insuffisants pour répondre aux besoins.

Que demandons-nous ?

Nous demandons la suppression des jours de carence et une revalorisation des salaires des personnels. Nous souhaitons que les enseignant-es et agent-es malades soient soutenus et que leurs conditions de travail soient reconnues. Nous demandons également l'arrêt des suppressions de postes dans l'Éducation nationale et la création de nouveaux postes pour réduire le nombre d'élèves par classe et améliorer les conditions d'apprentissage de nos élèves.

Nous serons en grève le jeudi 5 décembre pour défendre nos droits, mais aussi pour améliorer les conditions dans les écoles pour nos élèves.

**Les représentant-es d'enseignement et d'éducation,
soutenus par les organisations syndicales SNES, SNEP et CNT**